

**RAJEN BABLEE, DE TRANSPARENCY MAURITIUS :**

## « Ce n'est pas la fin de l'histoire »

**R**ajen Bablee considère que la situation est toujours confuse, même si Ameenah Gurib-Fakim a annoncé sa démission comme présidente de la République. « Ce n'est pas la fin de l'histoire. Il est crucial que toute la lumière soit faite sur l'affaire Sobrinho. Le gouvernement a le devoir de diligenter une enquête indépendante, soit à travers une commission d'enquête, soit devant un tribunal », dit-il. Cette affaire, poursuit-il, a propulsé notre pays dans l'actualité internationale pour les mauvaises raisons. « En



2017, l'île Maurice a rétrogradé de quatre points sur l'indice de perception de la corruption, pour passer au 54<sup>e</sup> rang mondial », fait-il ressortir.

En ce qui concerne les allégations contre la Présidente, Rajen Bablee déclare qu'il faudrait d'abord se poser la question si elle aurait dû accepter la carte de crédit de Planet Earth Institute. « La population est en droit de savoir dans quelles circonstances la carte Platinum a été remise à la Présidente et si, dans un premier temps, il est éthique d'accepter ces cartes bancaires. Pour mettre en contexte cet épisode, une question est pertinente : si un fonctionnaire accepte une carte de crédit d'une organisation privée, est-ce que cela constitue un acte de corruption ? » se demande-t-il.

Transparency Mauritius, dit Rajen Bablee, réitère ses propositions à l'effet que toute personnalité politique ou tout grand commis de la République bénéficie d'une formation sur la bonne gouvernance et l'intégrité en prenant un poste officiel au sein des institutions. Chacun doit connaître son rôle, ses devoirs et ses limites. Et d'ajouter : « Il est important que tous ceux et celles occupant les postes au sommet de l'État soient initiés aux éléments de la Prevention of Corruption Act. Il serait aussi temps de considérer que, pour tous les postes constitutionnels ou au

sein des institutions, les critères soient revus, afin que ce ne soit pas seulement un ministre qui ait le pouvoir discrétionnaire, mais un comité comprenant des membres de l'opposition et de la société civile. »

Par ailleurs, Transparency Mauritius félicite la presse « qui a fait son devoir en exposant des faits inconnus du grand public. Il ne fait aucun doute que, pour la bonne marche de la démocratie, la presse a un rôle important à jouer et que le journalisme d'investigation est un outil important dans la lutte contre la corruption ».